

*Pouvoir d'emprunt*

La motion à l'étude cet après-midi nous incite à examiner sérieusement les répercussions de ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Tâchons de déterminer dans quels domaines nous devrions dépenser cet argent au moment même où nous décidons du montant indiqué. Le gouvernement a lamentablement échoué à cet égard aujourd'hui. Son incurie aux vastes proportions ressort nettement. Que le Canada ait été pris au piège de la récession mondiale qu'il n'aurait su éviter, cela, personne ne le conteste. Mais hélas, les répercussions négatives, sur les plans à la fois social et économique, que nous subissons en ce moment ont été aggravées par l'incompétence du gouvernement libéral.

En voici d'ailleurs un exemple qui concerne le Programme énergétique national. En 1980, au cours de la campagne électorale, il était fréquemment question de l'énergie et de son coût. On nous rebattait les oreilles avec les moyens que l'on prendrait pour nous en assurer un approvisionnement sécuritaire et en fixer le prix. Tels étaient les thèmes de la campagne électorale. Le gouvernement libéral avait même pris certains engagements à ce sujet. Essentiellement, les recettes du gouvernement allaient s'accroître; le prix de l'essence serait réglementé; et enfin, un jour, les mégaprojets deviendraient la solution à tous les maux économiques du pays. Voilà ce que promettait le Programme énergétique national en 1980. L'actuel ministre des Finances (M. Lalonde) qui, à l'époque était ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, avait fait à la Chambre des promesses sans équivoque au sujet des retombées avantageuses dont devaient bénéficier les Canadiens. On nous avait dit que les mégaprojets redonneraient du travail à nos concitoyens. Le PEN devait être le moteur de l'économie, le pilier des entreprises; il devait favoriser la création d'emplois, et oblitérer, pour ainsi dire, les diversités régionales. Les promesses en ce sens étaient innombrables. Le Programme énergétique national promettait également de sortir le pays de l'impasse dans laquelle l'avait plongé l'incompétence des gouvernements libéraux antérieurs. Ces gouvernements avaient accumulé des déficits monstres qui avaient nui à la vigueur des divers programmes gouvernementaux. A la fin, on nous avait donné à entendre que le Programme énergétique national était une sorte de manne que le gouvernement fédéral partagerait avec les provinces et les sociétés productrices, une manne qui allait résoudre tous nos problèmes économiques. Le gouvernement a lancé le chiffre de 65 milliards. L'esprit humain a du mal à concevoir pareille somme. A côté, le déficit ne représente, certes, pas grand chose.

On a aussi dit qu'il se pourrait fort bien que ce programme assure la sécurité financière des provinces de l'Atlantique, qu'il les rende autonomes dans le domaine énergétique et que ses retombées industrielles et économiques se fassent sentir jusqu'au vingt-et-unième siècle. Bref, des lendemains qui chantent pour des régions du pays qui ont toujours eu de graves problèmes économiques.

Peu après, on nous a catapulté le projet de loi C-48, qui allait donner naissance au Programme énergétique national.

On l'a catapulté aussi au comité. C'était pourtant un texte de loi compliqué, difficile à comprendre. Le ministre nous a dit à peu près ceci: «Nous n'allons pas expliquer par le menu détail de quoi il s'agit. Nous voudrions que vous, les législateurs, me donniez à moi, le ministre de l'Énergie des pouvoirs discrétionnaires» et il n'y est pas allé de main morte. Le gouvernement a bel et bien catapulté ce projet de loi à la Chambre. Une fois adopté, le Programme énergétique national était devenu réalité. Mais il était à peine lancé que la plupart des gens savaient qu'il ne ferait pas long feu.

Finalement, on a abouti en 1982 à une nouvelle mesure qu'on a appelée la Mise à jour du Programme énergétique national. Pas besoin d'être sorcier pour deviner que les grands projets qu'on avait faits, les mégaprojets, avaient tourné en eau de boudin. Ce moteur de l'économie qui devait nous aider à sortir de la récession avait calé à cause de l'incompétence du gouvernement.

Le gouvernement s'apprêtait à faire rapidement une ponction de 65 milliards de dollars sur les recettes fiscales. Mais avec la mise à jour de 1982, il s'est ravisé. Il a dû se montrer plus modeste en ramenant ses prévisions à 25 et 30 milliards de dollars. Le gouvernement s'est retrouvé encore une fois avec des problèmes d'aide au développement régional sur les bras parce que certains projets étaient tombés à l'eau ou qu'ils étaient reportés.

Et on nous chante encore la même rengaine aujourd'hui en nous demandant l'autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars. Et pourquoi? A cause d'une récession particulièrement dure et des problèmes que nous a causés l'incompétence du gouvernement. Quelle incompétence? Le gouvernement a pris un risque terrible. Il a confié à un seul secteur d'activité notre avenir industriel et économique. Le gouvernement a jeté ses dés dans un secteur donné: celui de l'énergie. Il s'est imaginé que c'était la poule aux œufs d'or. Mais il a fini par se rendre compte que la réalité était tout autre. Le gouvernement a mis et les Canadiens et leur économie entre les mains de l'OPEP, un groupe de pays qui contrôlaient les approvisionnements et les prix du pétrole. Malheureusement pour le gouvernement du Canada le cartel de l'OPEP s'est effondré. Ce n'était pas une base très solide pour y asseoir l'économie du Canada. Mais c'est bien typique des libéraux. Les gouvernements libéraux ont toujours considéré que le salut économique du Canada résidait dans l'exportation de matières brutes, de nos richesses naturelles. A un moment donné, c'était notre charbon et nos métaux de base qu'on expédiait aux Japonais et sur d'autres marchés mondiaux. Il se pourrait qu'à l'avenir nous devions expédier aux États-Unis à l'état brut les produits de nos forêts. Il en sera de même pour nos ressources brutes en énergie, le gaz naturel et le pétrole. Il y a à peine dix ans, on disait volontiers que nous avions assez de gaz et de pétrole pour 900 ans. Soudain, les choses ont changé et le Canada s'est retrouvé aux prises avec une pénurie. Et voilà qu'on nous répète à nouveau que nous avons d'immenses réserves. Croyez-moi monsieur le Président, il me semble qu'une seule fois suffit.